

**L'hon. M. Mackasey:** Monsieur l'Orateur, j'apprécie d'autant plus cette question qu'elle vient d'un membre d'un parti en étroits rapports avec le monde du travail. Le député doit savoir aussi bien que n'importe qui à la Chambre que nous nous sommes rigoureusement conformés à la loi jusqu'à présent et que le conseil d'arbitrage a entendu les instances syndicales et patronales. Ce n'est qu'hier que mon ministère a reçu le rapport de ce conseil. Il est un peu trop tôt pour parler ouvertement des prochaines dispositions à prendre en supposant que je veuille en parler. Ce ne serait dans l'intérêt de personne d'annoncer officiellement ou non, au cours de la période des questions, les mesures que pourrait prendre, le cas échéant, le ministère du Travail.

[Français]

### L'AGRICULTURE

#### LE LAIT—ON RÉCLAME L'ABOLITION DE LA TAXE IMPOSÉE PAR LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre de l'Agriculture, je vais poser ma question à son secrétaire parlementaire.

A-t-il l'intention de recommander au ministre la révision de la taxe de 52c. les 100 livres de lait imposée par la Commission canadienne du lait et son abolition en ce qui a trait au surplus de production pour lequel aucune subvention n'est accordée?

**M. l'Orateur:** A mon avis, il n'est pas conforme au Règlement de poser la question en ces termes. L'honorable député ne peut demander si le secrétaire parlementaire se propose de faire une recommandation au ministre.

[Traduction]

### LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE

#### LA FAÇON D'IMPOSER LES AMENDES

**M. Jack Cullen (Sarnia):** Je voudrais poser une question au ministre du Travail. Je l'ai d'ailleurs écrite moi-même.

**M. Howard (Skeena):** On pourrait alors l'autoriser.

**M. Cullen:** Le ministre voudrait-il discuter avec la Commission d'assurance-chômage la procédure qui prévoit unilatéralement des

peines d'amende sans permettre au délinquant présumé de se faire entendre sur le bien-fondé ou sur le montant de l'amende?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute de l'urgence ou même de l'importance de la question. Je signale aux députés que je suis enclin à la considérer comme une instance adressée au ministre. Je suis donc certain que le député peut présumer que le ministre examinera sa proposition.

**Une voix:** Trouvez un autre rédacteur.

**M. Cullen:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour dire qu'il m'était nécessaire de soumettre ce problème à la Chambre à cause de la publicité qu'il a reçu. J'ai constaté que c'est parfois un moyen très efficace de se faire entendre des hommes politiques et du public.

**Des voix:** Oh, oh!

### LA PÊCHE

#### LE RAPPORT DU CONGRÈS INTERNATIONAL

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Je voudrais adresser ma question au ministre des Pêcheries. Je me réjouis de le voir de retour de son expédition en Nouvelle-Écosse. J'aimerais lui demander s'il a quelque chose à dire sur les résultats de l'important congrès international de la pêche qui s'est tenu récemment à Halifax.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au député qu'il s'agit là d'un problème important. Il demande au ministre une déclaration qui, selon moi, devrait être faite à l'appel des motions.

**M. Crouse:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La Chambre pourrait-elle consentir à l'unanimité à ce que le ministre produise ce rapport puisqu'il traite des règlements internationaux de la pêche et de la conservation du poisson?

**M. l'Orateur:** Le député vient de confirmer l'importance du sujet. Si la Chambre tient à revenir à l'appel des motions pour permettre au ministre de faire sa déclaration...

**Une voix:** Jamais!

**M. l'Orateur:** Il est évident que ce consentement fait défaut.